

29 octobre 2014-

Message adressé par M. Martial Passi au Président de la Coordination des Associations du Beaujolais, en réponse à son courrier du 24 octobre sur le projet de LGV-POCL :

Monsieur,

J'ai bien reçu votre mail qui a retenu toute mon attention.

Le projet de création d'une nouvelle ligne LGV reliant Paris/Orléans/Clermont/Lyon est un projet qui vise à désenclaver et à améliorer la desserte de plusieurs régions et villes de notre pays, ainsi qu'à renforcer l'attractivité de nos territoires.

La question que vous posez porte sur l'opportunité et le coût d'une telle infrastructure.

Je ne peux que partager votre souci de concerter les collectivités locales et les populations concernées sur de tels projets, afin que tous les avis puissent être pris en compte dans l'intérêt général.

D'une façon plus générale, que ce soit dans le domaine du transport comme sur l'ensemble des questions liées au développement des territoires et à la satisfaction des besoins des populations, le fond des choses concerne, à mon sens, la question de l'investissement public.

Aujourd'hui comme depuis de trop nombreuses années, les choix politiques nationaux qui sont privilégiés font de la réduction de la dépense publique un véritable dogme qui nourrit une baisse dramatique de l'investissement, une chute des carnets de commande des acteurs économiques, une asphyxie budgétaire insupportable pour les collectivités locales et les services publics, un appauvrissement des populations et un affaiblissement de notre pays.

S'il n'y a jamais eu autant de richesses créées dans le monde, il n'y a malheureusement jamais eu autant de richesses stérilisées dans la spéculation, au détriment d'une répartition plus juste, d'un investissement centré sur l'humain, du développement de l'économie réelle et de la recherche de solutions innovantes respectueuse de la nature et de l'avenir de l'humanité.

C'est d'autant plus inacceptable que de nombreux besoins ne sont pas satisfaits, notamment en matière de transports collectifs, alors que notre agglomération est de plus en plus congestionnée de façon insupportable par le tout routier, avec tous les coûts et les nuisances générés supportés principalement par les ménages, la collectivité, mais aussi notre planète.

Pour répondre aux besoins de déplacements, faut-il continuer de construire de nouvelles autoroutes privées en dévastant les territoires et en faisant payer contribuables et usagers, ce qui conduit à développer encore l'usage de la voiture et à intensifier une urbanisation en tâche d'huile qui consomme chaque année toujours plus de terres agricoles et d'espaces naturels ?

Ou bien ne faudrait-il pas mieux développer les différents réseaux de transport en commun en concentrant l'urbanisation autour de ces services, en les interconnectant mieux, en privilégiant les solutions les plus économes et en concertant véritablement les élus locaux, les acteurs économiques et les populations ?

Ces questions sont bien évidemment complexes et les intérêts en jeu souvent contradictoires.

Restant à votre disposition pour continuer le débat, je vous prie, monsieur, d'accepter l'expression de mes salutations les plus cordiales.

Martial Passi, maire de Givors, vice-président du Grand Lyon, conseiller général du Rhône